

***JOURNAL D'UN TEMOIN***  
**LA GUERRE VUE DEPUIS BRUXELLES**  
(Roberto J. PAYRO, pour *La Nación*)

**Bruxelles, jeudi 15 octobre (1914)**

Pendant que je remets fébrilement au net mes notes afin qu'elles soient prêtes pour le jour – qui ne saurait tarder – où je pourrai les envoyer à Buenos Aires, les détonations du canon s'entendent au loin, annonçant je ne sais quels nouveaux combats.

Un ami, venu chez moi, m'affirme que les troupes allemandes ont occupé hier Gand et Bruges, évacuées par les alliés. Je frémis en songeant aux risques de destruction que courent les deux belles villes flamandes, Bruges surtout ... Mais il semble que les combats n'ont eu lieu qu'aux alentours et que toutes deux soient heureusement intactes.

Cela va très mal. Si les alliés n'optent pas rapidement pour une offensive énergique, la Belgique sera d'ici quelques jours encore davantage occupée par les Allemands ...

Je sors pour me mettre en quête de nouvelles.

Celles-ci sont encore pires que celles que je viens d'apprendre à la maison : les Allemands annoncent que, outre Gand et Bruges, ils ont pris Ostende et Zeebrugge. Ils ont dû rencontrer de la résistance, parce que l'on continue à entendre le canon.

Il apparaît maintenant que le gouvernement belge ne se trouve pas sur une île de la Manche, comme on l'a dit depuis hier, mais en France, comme c'est réitéré dans cette affiche officielle allemande :

*"Depuis Bordeaux, on annonce officiellement, en date du 13 octobre : Le gouvernement belge a résolu d'être transféré en France. Tous les ministres, sauf*

*le ministre de la guerre, se sont embarqués ce matin à Ostende pour Le Havre, où le gouvernement français avait pris toutes les mesures pour les installer. Le roi est resté à la tête de son armée."*

Cette dernière phrase suscite d'enthousiastes commentaires parmi le public, qui s'entasse aux coins de rues pour lire l'affiche, notre unique moyen d'information pour le moment. Mais ces murmures de satisfaction se muent en grognements de mauvaise humeur quand on poursuit la lecture et que l'on voit avec quelle délectation les Allemands ajoutent :

*"Les troupes anglo-belges, que avaient quitté Gand en direction de Bruges, sont poursuivies par les troupes allemandes qui les ont rejointes hier après-midi (le 12). Ce matin, on a livré bataille."*

Ils se complaisent également à répéter ce que dit le *Dagblad* de Cristianía (**N.d.T.** : Danemark ? ...):

*"Si l'on considère la situation actuelle de l'armée belge, il semble plus que probable qu'elle ne rentre plus en compte".*

Mais l'occupant avisé, sans doute pour s'attirer encore davantage de sympathies, retourne le couteau dans la plaie en ajoutant :

*"Le **Morning Post** critique sévèrement les mesures prises avant la chute d'Anvers. On a envoyé huit mille soldats de marine avec quelques pièces d'artillerie lourde à Anvers, alors que la ville et les forteresses étaient déjà indéfendables. On aurait dû, soit retirer sans délai l'armée belge et continuer la résistance en rase campagne, soit envoyer une forte armée pour libérer Anvers. Cette dernière voie aurait été la moins bonne, mais la plus grande erreur a consisté à envoyer une armée faible, parce que cela a encouragé les autorités belges à opposer une vaine et inutile résistance."*

Les gens haussent les épaules.

- *Je n'avale pas cela !* – dit un ouvrier avec mépris.
- *Comme leur esprit doit être tordu quand ils inventent de telles choses !* – s'exclame, avec le savoureux accent du terroir, une femme du quartier des Marolles, vraisemblablement une brasseuse de la rue Haute.
- *Allaai, allaai ! Ils le paieront !* – ajoute un gamin.

Les gens graves sourient, approuvant de la tête. Mais un soldat allemand passe et les commentaires s'arrêtent. Tout le monde sait qu'il est obligatoire de croire ce que disent les affiches, sous peine de prison...

Entretiens, la vie devient difficile et quelques articles de première nécessité se font rares et coûtent toujours plus cher, en nombre d'endroits, du fait que ceux qui n'hésitent pas à spéculer, même sur la faim et la soif de leurs concitoyens, se les

accaparent. Un de ces articles est le charbon, dont le prix a augmenté énormément et qui est presque impossible à trouver. La commune a fixé aujourd'hui le prix maximal auquel on doit le vendre, qui est de cinquante à cinquante-huit francs les mille kilos, selon la catégorie. Le pétrole, qui n'abonde pas non plus, ne devra pas se payer à plus de vingt-cinq centimes le litre. Mais il est probable que ces mesures ne donnent pas de meilleur résultat que celles prises antérieurement, même si l'autorité communale dit que le vendeur, qui aura exigé un prix plus élevé, devra restituer la différence à l'acheteur, et même si elle menace le vendeur d'exproprier tout le charbon et le pétrole qu'il aurait en stock.

Les alliés auraient-ils pu éviter la prise d'Anvers ? N'ont-ils pas haussé les épaules devant les malheurs de cette petite population à qui la

France doit sûrement son salut puisque sans le sacrifice que les Belges ont fait de leur vie et de leurs intérêts, les Allemands auraient mené à bien leur plan d'attaque-éclair, s'emparant peut-être de Paris et occupant une grande partie du territoire français ?

N'y a-t-il pas eu beaucoup d'égoïsme, de la part de tous ceux qui n'étaient pas belges, dans la faible façon de défendre jusqu'à aujourd'hui le sol de la Belgique ?

La France, dit-on, n'a pensé qu'à elle-même, sa modeste salvatrice n'important pas à ses yeux ; l'Angleterre économise trop ses hommes et son argent, pour profiter de l'occasion quand le principal effort est fourni par les autres et pour ne s'engager dans la lutte de façon décidée que le jour où sera assuré un triomphe qu'on lui attribuera, afin d'en retirer le plus d'avantages possibles.

La tragique situation perturbe la sérénité des Belges ; la perte momentanée, je veux le croire, mais presque totale de leur territoire, les rend fous de douleur et injustes. Ils accusent les alliés de leur avoir promis des renforts, qui n'arrivaient jamais, les laissant ainsi être écrasés sous l'énorme masse des Allemands. "*On nous a sacrifiés*" – s'exclamaient-ils –, "*dès le début, n'accourant pas pour défendre la Meuse, pour barrer la route à l'envahisseur, pour empêcher la prise de Liège et de Namur ! Et, c'est un comble, feignant de s'intéresser à notre sort, l'Angleterre a envoyé les trente mille hommes qui devaient coopérer à la défense d'Anvers, quand il était déjà trop tard, alors que, la première ceinture de forts étant tombée, la ville était perdue, irrémédiablement perdue !*".

Il faut comprendre et partager la douleur qui engendre ces cris inconsolables, pleins

d'accusations à l'égard d'amis et d'ennemis. On ne peut pas être équitable quand on souffre trop.

En outre, étant donné l'estime très haute dans laquelle on tient la France et l'Angleterre en tant que puissances militaires, tous ne parviennent pas à s'expliquer pourquoi leurs armées n'ont été, dès le premier instant, en première ligne, ne fût-ce que sur la Meuse afin d'opposer un rempart inexpugnable à l'envahisseur. La majorité des gens ne peuvent pas se rendre compte des exigences de la guerre moderne, encore moins des plans stratégiques, et ils supposent qu'une mobilisation complète s'organise en quelques heures et que les grandes masses de troupes se transfèrent instantanément d'un point à un autre, comme le voyageur qui va de Paris à Anvers en un peu plus de quatre heures ; ils croient, étant donné que le canal de la Manche est si étroit, que l'Angleterre peut débarquer des centaines

de milliers d'hommes du jour au lendemain sur les côtes amies du continent, d'un claquement de doigts, car ils ne tiennent pas compte du nombre énorme de navires nécessaires pour effectuer cette opération, ni du temps pour embarquer et débarquer, même dans les ports les plus spacieux, une masse aussi considérable de gens, augmentée encore de tous les équipements, de l'intendance, des chevaux, de l'artillerie ...

\*

On leur explique en vain que ni la France ni l'Angleterre ne pouvaient envoyer, dès le début, des forces suffisantes pour arrêter et repousser les Allemands qui, grâce à une mobilisation secrète de longue date, inondaient le pays avec la violence d'une marée d'équinoxe, et que la seule chose à faire dans de telles circonstances, tant que la mobilisation française et anglaise n'était pas complétée, consistait à retarder

leur marche autant que possible, en gagnant du temps pour se préparer à lutter dans de meilleures conditions.

Ce qu'on leur imposait de façon horrible sur le moment leur est apparu comme un abandon inique, comme une noire trahison.

Anvers devait tomber comme étaient tombées Liège et Namur – je le comprends à présent, tardivement, moi aussi – parce que, dans l'intérêt de la France et dans celui de la Belgique elle-même, à venir, réédifiée sur ses propres décombres, on était forcé de la sacrifier avant de compromettre l'issue de la guerre. Il n'était pas possible de s'exposer à perdre tout pour sauver seulement une partie ...

Par ailleurs, les alliés pouvaient partager la conviction des Belges qu'Anvers était en mesure de tenir longtemps ... ou celle qui naît maintenant chez nous tous, qu'elle ne pouvait soutenir un siège contre

les nouveaux engins de destruction, tant qu'elle n'aurait pas compté sur des troupes assez nombreuses et aguerries pour éviter que l'ennemi prenne position et installe sa formidable artillerie.

Si le triomphe final rend la liberté à la Belgique, la chute d'Anvers ne sera qu'un détail. Si l'Allemagne finit par être victorieuse – ce que je ne crois pas ni ne souhaite –, ce sera parce que tout devait être renversé sous sa poussée. Et, alors, la prise du "*réduit national*" belge ne sera également qu'un épisode de cette cruelle tragédie.

Roberto J. Payró

Copyright, 2014 : Bernard GOORDEN, pour la traduction française

PAYRO ; « *La guerra vista desde Bruselas. Diario de un testigo* (30) », in LA NACION ; 16/04/1915.

PAYRO ; « *La guerra vista desde Bruselas. Diario de un testigo* (31) », in LA NACION ; 17/04/1915.

### **Note du traducteur (N.d.T.) :**

Grâce à l'admirable travail de Benoît Majerus et Sven Soupart, le *Journal de guerre* (*Notes d'un Bruxellois pendant l'Occupation 1914-1918*) de Paul MAX (cousin du bourgmestre Adolphe MAX) est accessible sur INTERNET – il a été publié aux Archives de la Ville de Bruxelles / Archief van de Stad Brussel en 2006 – ; il nous semble intéressant d'en comparer des passages avec certains événements évoqués par Roberto J. Payró.

Paul MAX dit à la date du :

**Jedi 15 octobre 1914** (page 91). (...) *Rien de neuf. Plus de journaux. On vend des « extraits du Times » et du Journal de Roubaix 40 et 50 centimes. Quant au Journal de Roubaix même, on le paye 15 fr. Le Times va jusque 40 fr. Les exemplaires de celui-ci comme de celui-là sont extrêmement rares... les acheteurs aussi.*

Certaines affiches des autorités allemandes peuvent être notamment consultées en suivant le lien INTERNET :

<http://www.14-18.bruxelles.be/index.php/fr/affiches>

Concernant la vie à Bruxelles, pendant la guerre 1914-1918, il est à noter que ce site, **trilingue**, propose, dans une rubrique « *Vie quotidienne* » (<http://www.14-18.bruxelles.be/index.php/fr/vie-quotidienne>), e.a. des textes concernant : alimentation ; divertissements ; engagements patriotiques ; femmes et enfants ; Occupation ; résistances et travail.

C'est le fruit d'une collaboration entre les Archives de la Ville de Bruxelles et le Musée de la Ville de Bruxelles.

Source, également intéressante :

<http://warpress.cegesoma.be/fr>

Nous vous recommandons de consulter également le N°6 des « JOURNAUX DE GUERRE » (CEGESOMA, 2014 ; [www.lesjournauxdeguerre.be](http://www.lesjournauxdeguerre.be)) : « La Belgique a faim. Hiver 1914. L'Occupation plongent les Belges dans la misère ». Des fac-similés, comme du « *Quotidien* » (19/10/1914 : « *La disette de farine* »), y sont notamment joints.

Une autre source, **générale**, à découvrir :

<https://www.google.com/culturalinstitute/project/first-world-war>